



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-temps-de-vivre-une-idee-urgente>

Le temps de vivre, une idée urgente

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1108 - avril 2010 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 avril 2010

Description :

Guy Evrard retrouve cette idée, toujours d'avenir, du progrès social comme vraie solution à la crise.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Eh bien oui, à ceux qui renient les 35 heures face à la crise, Stephen Bouquin, sociologue et historien, oppose une autre vision : « Avec la semaine de quatre jours, retrouver le temps de bien vivre ».

Bien sûr, pour ceux qui défendent le projet d'une économie de partage, ce n'est pas une idée nouvelle. Mais Guy Evrard veut souligner que c'est toujours une idée d'avenir, à condition de sortir du capitalisme :

Aux sources de la pensée de Jacques Duboin [1] et du projet d'économie distributive, il y avait cette évidence que les progrès scientifiques et techniques, en permettant une augmentation de la productivité du travail et à la condition que le bénéfice en soit partagé, devraient alléger la peine des hommes et réduire la durée d'activité nécessaire à assurer leur subsistance. C'était la Grande Relève de l'homme par la machine, prometteuse de voies nouvelles vers la culture, privilège de l'humanité.

Au fil des ans, la GR a continué, bien sûr, de se faire l'écho des chercheurs défendant une société où le travail ne serait plus synonyme d'aliénation, notamment A.Gorz [2], D. Méda [3]... S'il est besoin de justifier cette ambition, évoquons Le droit à la paresse, écrit en 1880 par P.Lafargue [4] (gendre de K.Marx) et citant A.Thiers (exécuter de la Commune de Paris en 1871) en avant-propos de son essai : « M. Thiers, dans le sein de la Commission sur l'instruction primaire de 1849, disait : "Je veux rendre toute-puissante l'influence du clergé, parce que je compte sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici-bas pour souffrir et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme de jouir" ». Déclaration qui semble inspirer de nouveau aujourd'hui le sommet de l'État. En réponse, revoyons plutôt ces images des premiers congés payés arrachés sous le gouvernement du Front populaire en 1936.

De la naissance des inégalités à la crise globale

Première étape majeure, la révolution néolithique [5] qui vit les chasseurs-cueilleurs se sédentariser pour devenir agriculteurs, d'abord dans le Croissant fertile entre 10.000 et 8.000 ans avant notre ère, puis indépendamment dans d'autres régions du monde. En Europe occidentale, diffusant depuis le Moyen-Orient, la néolithisation aboutit vers 4.000 ans avant notre ère. Dégageant des surplus, l'agriculture autorisa un accroissement démographique et vit se former des "catégories sociales" qui n'étaient plus occupées à la production des ressources alimentaires. On y associe l'émergence des sociétés hiérarchiques et inégalitaires. En fait, dès cette époque, les agriculteurs consacraient davantage de temps à la production de nourriture que les chasseurs-cueilleurs précédents à la collecte. L'idée a été avancée que seul le paléolithique connut des sociétés d'abondance [6].

Quelques milliers d'années plus tard, il y a environ 200 ans, un nouvel élan de la productivité accompagna les débuts de l'industrialisation et la paysannerie pauvre vint grossir peu à peu le prolétariat des villes industrielles. Dans la vieille Europe et notamment en France, après la féodalité, l'ancien régime céda la place à la révolution bourgeoise. Le peuple laborieux continuait cependant d'être spolié d'une part importante des richesses qu'il contribuait à créer, même si sa condition évoluait, d'abord grâce aux luttes sociales au cours des 19ème et 20ème siècles, mais aussi parce qu'il fallait bien écouler les marchandises produites en quantités toujours plus grandes.

En cette première décennie du 21ème siècle, la mondialisation capitaliste, à la poursuite d'une accumulation sans fin

du capital, élargit les mécanismes marchands à la fois à l'ensemble de la planète et à l'ensemble des activités humaines, s'attaquant à tous les services publics, à la culture, aux besoins vitaux et à l'essence même de la vie. Dans la socialisation maximale des processus de production, la recherche obsessionnelle du moins-disant à chaque étape se traduit par la délocalisation des entreprises vers les pays socialement les moins avancés et par la régression sociale pour les autres, perpétuant la confiscation de l'essentiel des gains de productivité et l'aliénation des travailleurs. La même logique est ainsi à l'oeuvre après le servage, la colonisation et l'esclavage, puis la néo-colonisation, qui connaît d'ailleurs de nouvelles formes avec le pillage à grande échelle des ressources naturelles et l'appropriation de terres agricoles dans les pays pauvres du sud pour alimenter les pays émergents ou les pays riches du nord.

Cette logique productiviste, prédatrice, qui réduit la nature à un centre de ressources, et l'homme aux seules fonctions de producteur et de consommateur, dans une boucle sans fin, se heurte cependant aujourd'hui à une crise majeure, liée à la finitude de notre biosphère, déjà pressentie par Arrhenius [7] depuis près d'un siècle, puis clairement appréhendée par le Club de Rome fondé en 1968 et bien d'autres auteurs dans la seconde moitié du 20ème siècle, sans que les apprentis sorciers qui dirigent le monde consentent à reconnaître la faillite de l'économie de marché comme moteur d'une humanité durable. En effet, aujourd'hui, à l'échelle de la planète, comment développer des marchés dans des sociétés de moins en moins solvables, tant les revenus du travail sont réduits au minimum et devenus insuffisants pour être partagés, accentuant les inégalités ? Comment bâtir une humanité exclusivement basée sur la croissance des biens matériels alors que les ressources s'épuisent ?

La boucle s'est ouverte, et peut-être définitivement. L'illusion d'une financiarisation de l'économie comme nouvelle source d'accumulation du capital, au moyen d'outils sophistiqués de "l'ingénierie financière", sans création de richesses, le travail devenant un simple accessoire, sinon un alibi, a fait long feu dans l'éclatement d'une gigantesque bulle que les États s'efforcent maintenant d'écraser sur le dos des populations. Eric Le Boucher, en chroniqueur patenté du système, résume la situation avec une certaine lucidité dans Les Echos [8] : « Après la crise financière, puis la crise économique, s'ouvre la vraie crise : la crise politique. (...) Elle met les gouvernements entre deux feux, celui des marchés financiers, créateurs des États, et celui des opinions publiques, à qui on demande maintenant de payer pour les pots cassés par ces mêmes marchés ».

Résister à la crise et après ?

L'Humanité des débats du 30/1/2010 soulève cette question un peu inattendue : « Crise : faut-il se contenter de résister ? », se demandant comment les forces progressistes doivent adapter leur stratégie : « Les objectifs émancipateurs doivent-ils être revus à la baisse, sous la contrainte d'une réalité plus dure, de reculs sociaux et de civilisation à l'oeuvre dans tous les pays européens ou, au contraire, faut-il affirmer avec plus de force un projet de rupture avec la logique néolibérale ? ». On ne compte plus, en effet, les attaques contre les avancées sociales du siècle dernier, la dernière à se profiler menaçant les retraites. Quelle est donc cette logique qui voudrait que les progrès scientifiques et techniques aillent à l'encontre du progrès social, sinon celle des détenteurs du pouvoir économique qui veulent accroître toujours davantage leur part dans la répartition des richesses ? Concernant justement les retraites, un raisonnement pertinent est de considérer que le capital se nourrissant de plus en plus des mécanismes financiers spéculatifs, il y a là un élargissement potentiel de l'assiette des cotisations qui permettrait de compenser les conséquences de l'évolution démographique. Car enfin, la finance continuera d'avoir besoin de l'alibi du travail, pour développer ses activités. L'esprit qui a prévalu à la mise en place de notre système de retraite par répartition ne serait en rien trahi !

Parmi les différentes contributions au débat, celle de Stephen Bouquin [9] m'a semblé plus prometteuse d'un réel projet de rupture. Au lieu de l'habituelle culpabilisation du "travailleur nanti", l'auteur propose de rechercher les solutions à la crise dans de nouvelles avancées sociales : « Avec la semaine de quatre jours, retrouver le temps de

bien vivre ». C'est bien un discours qui dépasse le bruit de fond habituel, dont il anticipe les limites. « Comment s'attaquer au chômage de masse, à la précarisation et à la paupérisation ? Il faudra relever les minima sociaux et garantir des droits. Il faudra chercher de nouveaux gisements d'emplois, verts de préférence. Et trouver les ressources financières pour les faire exister. Remplacer ensuite tous les départs à la retraite et réhabiliter les services publics. Mais tout cela ne suffira pas [...]. C'est pourquoi nous avons également besoin d'une réduction massive du temps de travail ». S.Bouquin défend alors le bilan des 35 heures et interroge : « Est-ce que les discours de Nicolas Sarkozy sur la valeur travail ont symboliquement disqualifié l'idée de travailler moins ? Peut-être, mais qui n'a pas encore compris que travailler plus d'heures pour compenser des salaires trop bas est une arnaque sans fin ? ».

Cet auteur pense que la crise est l'occasion « de tordre le cou à l'idéologie mi-stakhanoviste et mi-religieuse qui fait du travail la source d'une nouvelle rédemption, celle de l'individu performant, créatif, épanoui et maître de son destin. Rien n'est plus mystificateur que cette idéologie ». Il observe que « le temps du capital (et de sa valorisation) s'est emparé des loisirs tout en assujettissant encore plus le temps du travail ». Et que, simultanément, pour ceux qui sont au chômage, « le temps se vide, la consommation s'arrête et la mobilité cède la place à l'immobilité ». C'est pourquoi il existe une aspiration sociale, à vocation majoritaire, à reconquérir la maîtrise du temps, à l'échelle de l'individu comme de la société : « Travailler quatre jours par semaine, en 32 heures, en préservant les revenus, permet de changer au quotidien les choses, dans et hors du travail ». Ce serait une avancée sociale répondant au besoin « de ne pas s'enfermer dans la seule activité laborieuse sans sombrer dans la frénésie consummatrice », donnant à chacun « les moyens d'exister dans plusieurs sphères sociales, celle du travail mais aussi la sphère publique et privée ».

Pour S. Bouquin, la crise serait donc l'opportunité d'une rupture : « La crise économique reflète un ralentissement du cycle d'accumulation du capital. Cette crise impose de penser non pas la relance de la machine infernale mais l'émergence d'un autre ordre social et temporel. Autrement dit, sortons du temps de la valorisation du capitalisme pour entrer dans le temps du bien vivre ».

C'est très exactement ce que redoutent ceux qui mènent aujourd'hui le monde, comme Thiers au 19ème siècle.



En 1936, avec les congés payés, la population salariée française découvrait "les trains de plaisir".

[1] Relire le numéro spécial de La GR, Jacques Duboin, sa vie, son oeuvre, n°760, octobre 1978.

[2] Numéro spécial GR 1081, Trente ans de dialogue avec André Gorz, nov. 2007.

Voir aussi : André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle, sous la direction de C.Fourel, avec D.Clerc, M.-L.Duboin-Mon, J.-B. de Foucauld, D.Méda,

P. Van Parijs, C.Vercellone, P.Viveret et J. Zin, éd. La Découverte, 2009.

[3] GR 972, Numéro spécial La fin de quel travail ?, déc. 1997.

[4] Paul Lafargue, Le droit à la paresse, éd. François Maspéro, Paris, 1970.

[5] J.-P. Demoule, Les origines de la culture - La révolution néolithique, éd. Le Pommier / Cité des sciences et de l'industrie, 2008.

[6] Idem 5, pp.48-49.2008.

[7] Svante Arrhenius, Conférences sur quelques problèmes actuels de la chimie physique et cosmique, Université de Paris, avril et mai 1922. Chapitre 4, Les sources mondiales d'énergie, p.73, éd. Gauthier-Villars, Paris, 1922.

[8] Eric Le Boucher, La troisième crise, la vraie, Les Echos, 5/2/2010.

[9] Stephen Bouquin, "Avec la semaine de quatre jours, retrouver le temps de bien vivre", L'Humanité des débats, 30/1/2010. Stephen Bouquin, sociologue et historien, est enseignant-chercheur à l'Université de Picardie Jules-Verne et directeur de la revue Les mondes du travail.